



Pour une lutte révolutionnaire des minorités ethniques

Brest

Le P.S.U. reconnaît l'existence des minorités ethniques vivant en France, minorités régionales, travailleurs immigrés et gitans. Il se déclare solidaire des luttes pour leur liberté d'expression.

L'évolution du capitalisme, le développement des mouvements sociaux en province, la création d'organisations régionales révolutionnaires, font apparaître de nouvelles possibilités de luttes. Mais il est compréhensible qu'aujourd'hui encore de nombreux travailleurs et de nombreux militants du P.S.U. estiment ces revendications dépassées, ou conservatrices, et il ne s'agit pas de convertir l'ensemble du parti à un régionalisme folklorique.

Pourtant l'acharnement constant du pouvoir central, féodal, puis bourgeois, à combattre tout particularisme ethnique au nom de l'unité française suffirait à prouver l'existence des minorités. Mais elles doivent elles-mêmes montrer que leur revendication, loin de s'opposer à la construction du socialisme, peut être un moyen de la lutte révolutionnaire. L'exercice du pouvoir par les travailleurs dans une société autogérée posera inévitablement ces problèmes. Si nous voulons changer la vie, établir des rapports sociaux égaux, nous devons accepter les différences entre groupes humains, les vouloir solidaires et complémentaires.

Le P.S.U. décide d'ouvrir un large débat dans la presse du parti et convoque une conférence inter-ethnique des militants du P.S.U. en décembre 1971, afin d'élaborer des positions plus détaillées et des propositions d'actions. Des contacts seront pris avec les militants révolutionnaires des autres organisations et d'autres pays.

Les minorités régionales doivent mener la lutte anticapitaliste en même temps que la lutte culturelle, sans séparer l'une de l'autre.

A - Le sous-développement régional

Le mécanisme du sous-développement régional est bien connu. Expression géographique de la lutte des classes, il est le résultat des déséquilibres nécessaires au développement du capitalisme. La responsabilité des bourgeoisies locales dans cette

situation est très grande et doit être constamment dénoncée.

Mais aujourd'hui, le monde entier est dominé par l'impérialisme des Etats-Unis, et les bourgeoisies nationales et locales n'en sont que des rouages plus ou moins bien intégrés. Il n'y a donc qu'une seule lutte de classes, qu'une seule solidarité des travailleurs contre le capitalisme dans son stade de développement impérialiste. C'est dire qu'en France, il n'y a aucune opposition, entre les travailleurs parisiens, provinciaux et ceux des minorités ethniques.

Toutes les régions françaises sont soumises au déséquilibre économique en sous-développement ou en surdéveloppement, amplifiés par les déséquilibres européens et mondiaux. Certaines régions cumulent toutes les caractéristiques du colonialisme quand le sous-développement économique entraîne l'oppression d'une culture naguère florissante et populaire.

Pourtant l'analyse du sous-développement économique régional dans le cadre de l'impérialisme mondial remet en cause la notion de colonialisme intérieur ou régional. Le slogan « Décoloniser la province » a permis une large prise de conscience de la situation économique, mais n'a pas mobilisé le parti dans l'action, ni les travailleurs.

Dans la conscience populaire, le colonialisme ne s'applique pas à la France et les parallèles avec les pays du tiers-monde ont une limite. Le colonialisme suppose un peuple colonisé s'opposant à un peuple colonisateur dans une lutte de libération nationale, avec alliance de classes dans chaque peuple. Or, personne en France ne se considère colonisateur d'une région au même titre que de l'Algérie par exemple, mais chaque travailleur connaît bien la solidarité de tous les patrons du pays. L'adjectif intérieur ou régional ne change rien au problème.

La lutte contre le capitalisme dans son stade de développement impérialiste supprime toute alliance possible avec les bourgeoisies locales et fait passer au second plan les revendications territoriales sans pour cela en nier l'importance. La

revendication ethnique doit s'appuyer beaucoup plus sur la conscience des travailleurs d'appartenir à une communauté humaine enracinée dans une culture populaire, que sur la reconnaissance de frontières historiques.

Le sous-développement ne peut être vaincu que par le plein emploi des hommes et des richesses de tout le territoire en vue de satisfaire leurs besoins. Tous les travailleurs de France sont concernés par cet objectif, qu'ils soient membres ou non d'une minorité ethnique. Les migrations doivent être limitées et volontaires.

Les propositions du parti en matière régionale doivent être réexaminées attentivement et précisées ou modifiées car elles comportent un risque de récupération. S'il est vrai que nos propositions paraissent incompatibles avec l'orientation actuelle du pouvoir et sa volonté centralisatrice, cette situation peut évoluer dans la mesure où la pression régionale populaire ira en augmentant. Il est trop rapide d'affirmer que la régionalisation ne peut être que progressiste et anticapitaliste. L'Allemagne fédérale est un exemple. Il est possible donc que la bourgeoisie, pour maintenir sa domination, soit obligée de réviser sa position et décide de faire gérer la pénurie par les intéressés eux-mêmes (nouvelle possibilité d'intégration de la classe ouvrière dans le cadre de la participation). Dans le meilleur cas on pourrait obtenir une démocratie avancée régionale, ce qui est contradictoire avec notre orientation. De plus nos propositions restent faibles en ce qui concerne l'élaboration et le contrôle du plan régional par les travailleurs. On connaît les pouvoirs de l'actuel conseil économique et social national.

B - La lutte culturelle

La culture française n'est pas à mépriser ou à détruire mais le capitalisme l'utilise pour le conditionnement idéologique dont il a besoin pour assurer sa survie. L'analyse est bien connue. La libre expression des minorités ethniques est une mise en question de fait du nivellement des individus.

Les travailleurs peuvent-ils se mobiliser pour défendre leur dignité à partir de modes de vie et d'expression qu'ils s'inventent en prenant appui sur leurs traditions ? Nous sommes loin de la défense des valeurs traditionnelles, du retour à l'ancien temps. Cette orientation nécessite le combat quotidien de l'exploitation commerciale d'un folklore figé.

Comment intégrer précisément la lutte culturelle ?

C'est à partir des propositions de l'ensemble du parti sur la société socialiste à construire que les

militants des minorités ethniques trouveront le point d'appui nécessaire au développement de leur lutte. Ce sera le but de la conférence inter-ethnique.

LE COMBAT REGIONAL

1 - Bretagne : « Colonie »

La situation économique de la Bretagne est caractérisée par la faiblesse des salaires, un sous-emploi important et permanent, qui imposent le départ de nombreux jeunes vers les régions industrialisées, des secteurs économiques traditionnels (agriculture, pêche...) retardataires, une industrie très faible et peu évoluée.

A ces transferts d'hommes, de capitaux et de valeurs s'opérant au profit principalement de la région parisienne s'ajoute une subordination administrative, économique et politique quasi totale à Paris.

Enfin de nombreuses entraves ont été et continuent à être apportées au développement de la culture populaire bretonne et à l'usage de la langue bretonne.

Tout cela fait que la situation de la Bretagne s'apparente à une situation coloniale.

2 - Colonisation régionale

La situation économique, culturelle et politique de la Bretagne présente certaines similitudes avec ce qui était et ce qui est bien souvent encore la situation de nombreux pays du tiers-monde. C'est ce qui permet de dire que la Bretagne est une colonie.

Mais la situation de la Bretagne présente des différences très nettes avec ces mêmes pays du tiers monde : niveau de scolarisation, absence pratiquement complète de racisme...

De plus, les autres régions françaises sont placées dans la même situation que la Bretagne, même si cela n'est pas toujours aussi net.

De ce fait, il s'agit là d'un colonialisme intérieur à la France, d'un colonialisme régional.

3 - L'exploitation de la région par le capitalisme

Dans ce colonialisme intérieur, qui est le colonisateur ? Cela a d'abord été le pouvoir central politique. Puis depuis l'avènement de la révolution industrielle, c'est le capitalisme.

Celui-ci exploite d'abord, et c'est le plus important, le travailleur sur son lieu de travail. Mais les formes d'exploitation sont maintenant complexes. Les travailleurs sont exploités aussi dans leur cadre de vie. Ils le sont aussi

globalement au niveau de la région.

C'est pourquoi le combat régional — ce combat qui doit viser à la suppression de ce colonialisme intérieur — est partie intégrante de la lutte de classes.

4 - Spécificité de la Bretagne

Toutes les régions françaises sont exploitées, mais à des degrés divers. Dans certaines le sous-emploi crée une situation critique, dans d'autres la culture régionale ou la langue sont particulièrement brimées, et dans tous les cas les salaires sont plus faibles qu'à Paris et les décisions économiques et administratives sont prises à Paris.

Ce qui crée en Bretagne une situation spécifique, c'est qu'elle est la seule ou pratiquement la seule où on retrouve réunis au niveau le plus insupportable tous les caractères de la colonisation régionale.

5 - La région dans la société socialiste

La démocratie socialiste sera basée sur la prise de responsabilités et le pouvoir de décision des travailleurs et de l'ensemble de la population aux différents niveaux importants de la vie politique : quartier ou commune, agglomération ou pays, région, nation...

La région sera un niveau important de cette pyramide politique, qui seule permettra l'exercice réel de la démocratie socialiste.

La région aura aussi un rôle économique important. La planification régionale est une des composantes indispensables de la planification socialiste.

Enfin le développement d'une véritable culture populaire passe par le développement de la personnalité culturelle de chaque région.

6 - Les limites territoriales de la Bretagne

La Bretagne sera une des régions à part entière de la France socialiste. Elle possède autant, sinon plus que toute autre région une personnalité ethnique, économique et géographique.

Les limites territoriales de la Bretagne dans le cadre socialiste ne seront plus celles que nous connaissons actuellement. Des considérations ethniques et économiques imposent un élargissement de ces limites. Mais ce qui devra compter en fin de compte c'est la conscience des populations

concernées d'appartenir ou non à la région « Bretagne ». Et ceci devra s'affirmer au moyen d'une consultation populaire.

7 - La stratégie socialiste

La stratégie socialiste est basée sur le fait essentiel que l'exploitation régionale ne pourra pas être supprimée tant que le capitalisme existera. Certes, certaines régions sont privilégiées, mais il en est de même pour certaines catégories de travailleurs et cela ne change rien au problème de fond.

En conséquence ce qui est visé dans le combat régional, c'est bien :

- le renversement du capitalisme ;
- et son remplacement par le socialisme.

Ce combat régional s'intègre directement au combat révolutionnaire qui vise la conquête de tous les pouvoirs intermédiaires locaux, régionaux, dans l'entreprise autant que celle du pouvoir central.

8 - Des perspectives à moyen terme

Pour créer un courant de masse adhérent à notre combat régional, il est indispensable de tracer des perspectives à moyen terme.

Sur le plan politique cela est en particulier l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale. Sur le plan économique il est nécessaire d'agir pour une amélioration de l'emploi et surtout en faveur d'une mise en place de bases économiques permettant au moins partiellement un développement économique autonome. Sur le plan culturel et linguistique l'objectif à moyen terme peut être un accroissement des moyens mis à la disposition des travailleurs.

Toutes ces mesures loin d'atténuer le combat régional ne peuvent que le renforcer. Le régime actuel en est très conscient d'ailleurs : il bloque énergiquement toute évolution allant dans le sens de ces perspectives à moyen terme.

Et c'est ainsi que se mettra en place un contrôle régional analogue au contrôle ouvrier.

9 - Les formes du combat d'aujourd'hui

Le combat régional doit se mener d'abord sur le lieu de travail en s'intégrant aux luttes menées dans les entreprises ou dans le monde paysan. Il doit se mener aussi dans le cadre de vie. □